

# Il est temps de mettre les droits humains au centre de la politique environnementale

Le respect et la protection des droits humains et la protection de l'environnement sont inextricablement liés. Cependant, alors que les chefs d'État de 88 pays ont appelé à mettre fin à la mentalité cloisonnée dans le cadre de l'Engagement des dirigeants en faveur de la nature, trop souvent l'élaboration des politiques environnementales continue d'exclure ou de reléguer les droits humains au second plan.

Aujourd'hui, nous, les organisations soussignées – un large éventail d'organisations de peuples autochtones, de la société civile, de droits humains, d'organisations environnementales et de conservation, des défenseurs des droits humains, de la terre et de l'environnement ainsi que des universitaires et des experts du Sud et du Nord – appelons les dirigeants politiques du monde à associer les droits humains, l'environnement et le climat dans l'élaboration des politiques, afin de garantir un monde juste, équitable et écologiquement sain pour tous.

La relation réciproque entre la nature et les humains existe depuis des temps immémoriaux, mais elle est aujourd'hui déséquilibrée. Dans toutes les régions du monde, d'innombrables exemples montrent comment les forêts, les savanes, les sources d'eau douce, les océans, voire l'air lui-même, sont privatisés, pollués et détruits par des industries telles que l'agriculture, le bois, la pâte à papier, l'exploitation minière et l'extraction de pétrole et de gaz. Ces industries, et bien d'autres, ne se contentent pas de détruire la Terre nourricière, elles ont également un impact direct et dévastateur sur les droits humains. Les peuples autochtones et les communautés locales qui habitent à proximité de la production, de l'extraction et du traitement des matières premières sont dépossédés de leurs terres, appauvris, leur santé se détériore et leur culture s'en ressent, entre autres abus. À leur tour, les défenseurs des droits humains, de la terre et de l'environnement qui cherchent à empêcher ces violations sont victimes de menaces, de criminalisation, d'attaques violentes et, de plus en plus, d'assassinats.

Le coût de la destruction de l'environnement et des mesures prises pour y remédier pèse souvent de manière disproportionnée sur les personnes déjà en situation précaire - comme les peuples autochtones, les afro-descendants, les communautés locales, les femmes, les enfants



et les jeunes, et les travailleurs mal payés, en particulier dans le Sud, mais aussi dans le Nord - tandis que les bénéficiaires des industries les plus importantes et les plus nuisibles à l'environnement, ainsi que la richesse de leurs propriétaires et de leurs bailleurs de fonds, continuent de croître. Il est inacceptable que les industries polluantes fassent des profits au détriment de la santé et des droits humains des communautés marginalisées. Et, en fin de compte, cette destruction de l'environnement entraîne des répercussions indirectes sur les droits humains de chacun d'entre nous.

Ce mois-ci, le Conseil des droits de l'homme a adopté une résolution reconnaissant le droit à un environnement sain. Pourtant, alors qu'il existe des preuves que la protection des droits humains peut conduire à de meilleurs résultats environnementaux, les appels à la reconnaissance de la nature holistique et indivisible des droits humains et de l'environnement sont souvent ignorés dans les forums mondiaux, régionaux et nationaux sur les politiques environnementales et climatiques.

Cette situation doit changer. En tant que communauté planétaire, nous sommes confrontés à des crises multiples et croisées : l'augmentation des violations des droits humains et les dommages environnementaux par les entreprises, l'accaparement des terres, la perte de la souveraineté alimentaire et hydrique, l'augmentation de la pauvreté et des inégalités, la multiplication des attaques et des meurtres de défenseurs, les catastrophes et migrations liées au changement climatique, la dégradation de la santé des océans et la perte critique de biodiversité. La résolution de ces crises exige une approche holistique de la politique environnementale qui intègre les droits humains et s'attaque aux problèmes systémiques, y compris l'injustice sociale historiquement enracinée, la destruction écologique, la mainmise de l'État sur les entreprises, la corruption et l'impunité, ainsi que les inégalités sociales et économiques.

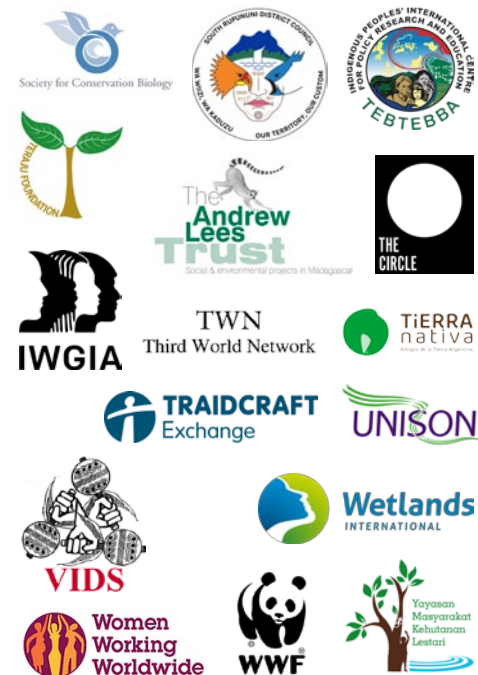
Nous demandons instamment aux dirigeants mondiaux de veiller à ce que toutes les politiques liées à l'environnement – y compris les crises du climat et de la biodiversité, la propriété foncière et l'utilisation des terres, de l'eau et des ressources, la dégradation des écosystèmes, la responsabilité des entreprises et le commerce, entre autres – abordent les droits humains et l'environnement de manière intégrée. Cela contribuerait à catalyser l'action transformatrice qui s'impose de toute urgence.

Le respect, la protection, la promotion et la réalisation des droits humains, ainsi que la protection de ceux qui les défendent, doivent



constituer une partie essentielle et non négociable des mesures adoptées lors des prochaines négociations de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (COP15) et de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP26). Les droits humains doivent également être au cœur des politiques climatiques et environnementales régionales et nationales, telles que la législation sur la déforestation proposée au Royaume-Uni, dans l'Union Européenne et aux États-Unis, qui doit être encore renforcée.

Il est temps d'agir : nous vous demandons d'associer une fois pour toutes les droits humains avec le climat et l'environnement. Ce faisant, vous pouvez nous aider, nous et nos générations futures, à prospérer en vivant en harmonie avec la nature. Et ce faisant, vous pourrez affirmer que la nature et les humains ont une valeur intrinsèque et que les gouvernements sont sérieux lorsqu'ils s'acquittent de leur devoir de protéger la Terre nourricière et de respecter, protéger et réaliser les droits humains.



#### Liste des organisations signataires

1. ABColombia – Royaume-Uni
2. AbibiNsroma Foundation – Ghana
3. ADeD – République du Bénin
4. Al-Haq, Law in the Service of Man – Palestine
5. Albanian Human Rights Group – Albanie
6. ALTSEAN-Burma – Birmanie
7. Amerindian Peoples Association – Guyane
8. Anti-Slavery International – Royaume-Uni
9. Appui pour la Protection de l'Environnement et le Développement (APED) – Cameroun
10. Articulação dos Povos Indígenas do Brasil (APIB) – Brésil
11. Asia Indigenous Peoples Pact – Thaïlande
12. Asian Indigenous Women's Network – Philippines
13. Asocamp – Colombie
14. Association for Emancipation, Solidarity and Equality of women - ESE – Macédoine du Nord
15. Association For Promotion Sustainable Development – Inde
16. Association marocaine des droits humains (AMDH) – Maroc
17. Association of Indigenous Village Leaders in Suriname (VIDS) – Suriname
18. Association Okani – Cameroun
19. Association pour la Promotion des Ecosystèmes Tropicaux et pour la Protection de l'Environnement (APETDS) – République du Congo
20. AVAAZ – États-Unis
21. BirdLife International – Royaume-Uni
22. Both ENDS – Pays-Bas
23. Business & Human Rights Resource Centre – Royaume-Uni
24. Catholic Agency for Overseas Development (CAFOD) – Royaume-Uni
25. Center for Economic and Social Rights (CESR) – États-Unis
26. Centre for Research and Advocacy, Manipur – Inde
27. Centro de Políticas Publicas y Derechos Humanos - Peru EQUIDAD – Pérou
28. Chepkitale Indigenous Peoples' Development Project (CIPDP) – Kenya
29. Clean Clothes Campaign International Office – Royaume-Uni
30. ClientEarth – Belgique
31. Comisión Intereclesial de Justicia y Paz – Colombie
32. Community Empowerment and Social Justice Network (CEMSOJ) – Népal
33. Comptoir Juridique Junior – République du Congo
34. Conectas – Brésil
35. Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie – Algérie
36. Construisons Ensemble le Monde – République démocratique du Congo
37. CoopeSoliDar R.L – Costa Rica
38. Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica (COICA) – Équateur
39. Corporate Justice Coalition – Royaume-Uni
40. Covenants Watch – Taiwan
41. Deache – Colombie
42. Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR) – Égypte
43. Emmaus Aurinkotehdas ry – Finlande
44. Endorois Welfare Council (EWC) – Kenya
45. Environmental Defender Law Center – États-Unis
46. Environmental Investigation Agency – Royaume-Uni
47. Environmental Justice Foundation (EJF) – Royaume-Uni
48. Equitable Cambodia – Cambodge
49. ESCR-Net (International Network for Economic, Social and Cultural Rights) – Suisse
50. European Anti-Poverty Network – Belgique
51. European Coalition for Corporate Justice – Belgique
52. Federação do Povo Huni Kui do Acre (FEPHAC) – Brésil
53. Federación por la Autodeterminación de los Pueblos Indígenas – Paraguay
54. Federation of Community Forestry Users Nepal – Népal
55. FERN – Belgique
56. Forest Peoples Programme – Royaume-Uni
57. Foundation for the Conservation of the Earth (FOCONE) – Nigeria
58. Friends of the Earth International – Pays-Bas
59. Fundacion De Estudios Para La Aplicacion Del Derecho (FESPAD) – El Salvador
60. Fundación para la Democracia, Seguridad y Paz (FEDEPAZ) – Pérou
61. Global Forest Coalition – Paraguay
62. Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights – Mexique
63. Global Justice Now – Royaume-Uni
64. Global Witness – Royaume-Uni
65. ICCA Consortium – Mexique
66. Inclusive Development International – États-Unis
67. Indepaz – Colombie
68. Indigenous Peoples Major Group for Sustainable Development – Philippines
69. Indigenous Peoples Rights International – Philippines

70. Instituto de Defesa Legal – Pérou
71. Instituto Runyn Pupykary Yawanawá – Brésil
72. International Federation for Human Rights (FIDH) – France
73. International Institute for Environment and Development – Royaume-Uni
74. International Service for Human Rights – Suisse
75. International Women’s Rights Action Watch Asia Pacific – Malaisie
76. Just Associates (JASS) – États-Unis
77. Just Fair – Royaume-Uni
78. Justiça Global – Brésil
79. Karapatan Alliance Philippines – Philippines
80. La Route du Sel et de l’espoir – France
81. Landesa – États-Unis
82. Le Centre pour le Développement et l’Environnement – Cameroun
83. Legal Resources Centre (LRC) - South Africa – Afrique du Sud
84. Lok Shajti Abhiyan – Inde
85. Lok Shakti Abhiyan – Inde
86. Lok Shakti Abhiyan (National Alliance Of People’s Movements) – Inde
87. London Mining Network – Royaume-Uni
88. Mbou-Mon-Tour (MMT) – République démocratique du Congo
89. MINBYUN - Lawyers for a Democratic Society – République de Corée
90. Minority Rights Group International – Royaume-Uni
91. Movement for the Survival of the Ohoni People (MOSOP) – Nigeria
92. Nairobi People’s Settlement Network – Kenya
93. National Fisheries Solidarity Movement – Sri Lanka
94. Natural Justice – Afrique du Sud
95. Natural Resource Governance and Economic Justice Network (NaRGEJ) – Sierra Leone
96. Network Movement for Justice and Development (NMJD) – Sierra Leone
97. New Wind Association – Finlande
98. Ogiek Peoples’ Development Program (OPDP) – Kenya
99. Organisation Guinéenne de défense des droits de l’homme et du citoyen (OGDH) – Guinée
100. Organisation pour le développement et les droits humains au Congo – République du Congo
101. Peace Brigades International – Royaume-Uni
102. Project HEARD – Pays-Bas
103. Protection International – Belgique
104. RedConPaz Somos Genesis – Colombie
105. Réseau Ressources Naturelles (RRN) – République démocratique du Congo
106. Resguardo de Origen Colonial Cañamomo Lomapieta, Riosucio y Supia Caldas, Colombia – Colombie
107. Right to Education Initiative – Royaume-Uni
108. Sanjoy Hazarika – Inde
109. Sengwer of Embobut CBO – Kenya
110. Sin Olvido – Colombie
111. SITOAKORE (Organização de Mulheres Indígenas do Acre, Sul do Amazonas e Noroeste de Rondônia) – Brésil
112. Social Entrepreneurs for Sustainable Development – Liberia
113. Society for Conservation Biology - Cameroon Chapter – Cameroun
114. South Rupununi District Council – Guyane
115. Support Group for Indigenous Youth – Brésil
116. Sustainable Development Foundation – Thaïlande
117. Sustainable Development Institute – Liberia
118. Tebtebba – Philippines
119. Teraju Foundation – Indonésie
120. The Andrew Lees Trust – Royaume-Uni
121. The Circle NGO – Royaume-Uni
122. The Corner House – Royaume-Uni
123. The International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA) – Danemark
124. Third World Network – Malaisie
125. Tierra Nativa / Amigos de la Tierra Argentina – Argentine
126. Traidcraft Exchange – Royaume-Uni
127. TuK INDONESIA – Indonésie
128. Unison – Royaume-Uni
129. We Women Lanka – Sri Lanka
130. Wetlands International – Pays-Bas
131. WGII (Working Group ICCAs Indonesia) – Indonésie
132. Women Working Worldwide – Royaume-Uni
133. World Wildlife Fund – Royaume-Uni
134. Yayasan Masyarakat Kehutanan Lestari (YMKL) – Indonésie

## Liste des signataires individuels

135. Carol Kalafatic, Resistance Studies Initiative, University of Massachusetts-Amherst – États-Unis
136. Dr Alice Karuri, Strathmore University – Kenya
137. Dr Ariell Ahearn, School of Geography and the Environment, University of Oxford – Royaume-Uni
138. Dr Asma Jabeen, Fatima Jinnah Women University, Rawalpindi, Pakistan – Pakistan
139. Dr Cathal Doyle, Senior Lecturer in Law, Middlesex University London – Royaume-Uni
140. Dr Diogo Veríssimo, University of Oxford – Portugal
141. Dr Emiel de Lange, University of Oxford – Pays-Bas
142. Dr Francisco J. Rosado-May, Universidad Intercultural Maya de Quintana Roo – Mexique
143. Dr Henry Travers, Interdisciplinary Centre for Conservation Science, Oxford University – Royaume-Uni
144. Dr Jerome Lewis, Centre for the Anthropology of Sustainability (CAoS) – Royaume-Uni
145. Dr Jorge C. Llopis, Centre for Development and Environment, Switzerland – Suisse
146. Dr Leejah Dorward, School of Natural Sciences, Bangor University – Royaume-Uni
147. Dr Richard Axelby, Senior Research Fellow, Department of Anthropology and Sociology, SOAS University of London – Royaume-Uni
148. Dr Stephanie Brittain, Interdisciplinary Centre for Conservation Science, University of Oxford – Royaume-Uni
149. Dr Timothy Kuiper, University of Cape Town – Afrique du Sud
150. Edith Bastidas, Indigenous Lawyer – Colombie
151. James McNamara, Conservation Research Consultants Ltd – Royaume-Uni
152. Jérémie Gilbert, Professor of Human Rights, the University of Roehampton – Royaume-Uni
153. Jessica Campese, Member, IUCN Commission on Environmental, Economic and Social Policy (CEESP) – États-Unis
154. John H. Knox, Henry C. Lauerman Professor of International Law, Wake Forest University School of Law and former UN special rapporteur on human rights and the environment – États-Unis
155. Jorge Varela Marquez, Goldman Environmental Prize winner 1999; Ambiente, Desarrollo y Capacitacion, Honduras – Honduras
156. Michael Stein, the Harvard Law School Project on Disability – États-Unis
157. Niall Watson, Independent Consultant – Royaume-Uni
158. Professor Ann Taket, Deakin University – Australie
159. Professor Ian Scoones, co-director STEPS Centre, IDS, University of Sussex – Royaume-Uni
160. Professor Laura T. Murphy, Sheffield Hallam University – Royaume-Uni
161. Professor Michel Pimbert, Director of the Centre for Agroecology, Water and Resilience, Coventry University – Royaume-Uni
162. Ruth Spencer, Local Community Advisor – Antigua et Barbuda
163. Sarah Lunacek, University of Ljubljana, Department of Ethnology and Cultural Anthropology – Slovénie
164. Tim Cooke-Hurle, Barrister, Doughty Street Chambers – Royaume-Uni
165. Universidad de Paz – Colombie
166. Werner Soors, Equity & Health, Institute of Tropical Medicine, Antwerp – Belgique